

Encore une rentrée particulière !

La rentrée que nous vivons actuellement fait suite à environ 18 mois très particuliers.

La pandémie liée à la COVID19 a entraîné une situation inédite dans les établissements scolaires et les services déconcentrés. Cette situation a mis en exergue les politiques destructrices menées par les gouvernements successifs en matière de services publics.

Cette rentrée scolaire 2021-2022 ne fait pas exception.

Rien n'a changé.

Toutes les réformes sont maintenues. Que ce soit en terme d'emplois, de réforme territoriale, mais également en terme salarial. Le gouvernement a décidé de maintenir pour 2022 le gel de la valeur du point d'indice. **Inadmissible. Il décline inlassablement ses plans.**

À l'Éducation nationale, pour les personnels administratifs et ITRF, aucune mesure de réelles revalorisations salariales, alors même que nous subissons comme tous les agents publics des pertes de salaires depuis 2000. Une revalorisation de nos régimes indemnitaires a minima, écartant en plus près de 30% de nos collègues.

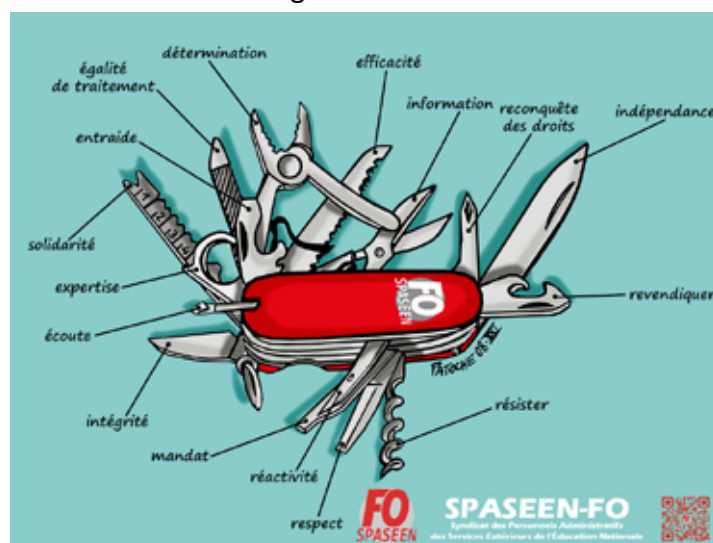
Aucune création de postes à nouveau pour cette rentrée, alors même que les réformes s'enchaînent, sans moyens supplémentaires.

Dans de nombreuses académies, telles que Créteil, Versailles ou Grenoble par exemple, de très nombreux postes restent vacants, et seront pourvus par des contractuels.

Que dire également du projet de loi 4D, devenu 3DS, qui propose de placer les adjoints-gestionnaires des EPLE sous une double tutelle État / collectivités même si le projet de loi évoque désormais un aspect expérimental. Le **SPASEEN-FO** s'est toujours opposé aux expérimentations locales et a toujours défendu un cadre statutaire national. Les expérimentations ont souvent vocation à être pérennisées !

Que dire enfin des projets de privatisation du remplacement des enseignants du 1^{er} degré, même à titre expérimental, comme par exemple à la DSDEN de la Somme ?

Que dire enfin de la volonté du ministre de nous faire avaler la couleuvre d'un pseudo plan de requalification et d'un effort de convergence interministérielle de notre régime indemnitaire ?



Le SPASEEN-FO réaffirme donc, en cette rentrée, toutes ses revendications tant elles sont d'une actualité encore plus criante.

Avec sa Fédération, la FNEC FP-FO et sa fédération de fonctionnaire, FO Fonction publique, première organisation dans la Fonction publique de l'État, nous continuerons de combattre toutes les mesures en défaveur des agents. Car les analyses que FO porte depuis maintenant plusieurs années prennent corps et les conséquences démontrent que FO avait raison.

Ce gouvernement continue de s'appuyer sur des réformes passées pour aller encore plus loin. Plus loin dans l'individualisation des carrières et des salaires. Plus loin dans la réforme territoriale et la mise en place des régions académiques.

Quand on a un droit on ne le défend pas, on l'impose !

